

BISKRA : LA MENACE PERSISTE SUR LE SITE TOURISTIQUE D'EL-KANTARA

Les fausses promesses de Amar Ghoul

Le site touristique d'El-Kantara est plus que jamais menacé d'altération. Les travaux du dédoublement de la RN3 ont repris après avoir été suspendus par le ministre des Travaux publics suite à l'opposition des habitants de la ville et du ministère de la Culture. Le wali de Biskra serait derrière cette redynamisation du chantier en voulant mettre devant le fait accompli les ministres de la République et en suscitant la colère de la population.

Nous relations il y a quelques semaines la menace sérieuse qui pesait sur le site touristique d'El-Kantara à travers la réalisation d'un projet routier insensé que le ministère des Travaux publics et la wilaya de Biskra envisageaient de réaliser pour fluidifier la circulation routière sur cette portion de la route nationale n°3.

Nous avons décrit aussi les détails de cette réalisation extravagante qui met à rude épreuve le bon sens tant elle emprunte les chemins tortueux de la déraison avec un tracé alambiqué accroché à flanc de montagne et finissant par un ouvrage d'art aux piliers amarrés au milieu des gorges et de son cours d'eau déjà réduit et dissipant de la vue des puristes le célèbre pont romain.

Nous avons également rapporté la colère de la population locale qui y voit une atteinte à un patrimoine touristique et culturel national millénaire et surtout un déni des lois de la République. Des actions étaient menées spontanément sur les réseaux sociaux et d'une manière organisée pour sensibiliser qui de droit sur l'iniquité de ce projet, d'autant que des alternatives étaient esquissées permettant de préserver allègrement un paysage subliminal.

La réaction des autorités fut rapide, salubre et à la hauteur de l'anxiété des habitants de cette ville pittoresque. La ministre de la Culture enjoint en effet aux responsables du secteur «de ne pas toucher au patrimoine d'El-Kantara» à travers un engagement

écrit. Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, s'en va s'enquérir sur place de la situation et écouter les doléances des représentants de la ville et à leur tête le maire fraîchement élu. Il décidera sine die de l'arrêt des travaux en demandant à toutes les parties de faire des propositions de nouvelles variantes, notamment le projet de tunnel déjà évoqué par le passé.

Cependant, la joie de la population d'El-Kantara fut de courte durée. Les travaux sur le tracé initial rejeté par l'ensemble ont repris de plus belle et avancent à une allure si vive qu'elle contraste avec la lenteur sur des projets aussi vitaux pour la population que la modernisation du réseau électrique, l'aménagement des voiries, la réalisation de logements, le bitumage des ruelles et tutti quanti...

Les promesses de Ghoul ont finalement fait long feu. Les engins ont repris leurs va-et-vient incessants, empoussierant les vergers environnants. Des fonctionnaires se mettent à pied d'œuvre pour des enquêtes commodo-incommodo sur les biens privés susceptibles d'être expropriés pour les besoins du projet et des travaux de sondage de sol sont entrepris en vue des prochaines fondations.

La société civile se sent trahie et méprisée, l'APC complètement ignorée. La confiance placée en des représentants de l'Etat n'aura en définitive servi à rien, sinon à redonner un second souffle au chantier.

Qu'à cela ne tienne, la «résistance» se réorganise, les réseaux



Photo : DR

de soutien mis en veilleuse se réactivent et une pétition est vite préparée et soumise à la signature du plus grand nombre de résidents et de citoyens algériens. Elle rappelle en préambule que «le tracé met à risque l'intégrité de sites naturels, historiques et culturels classés qui doivent être préservés à tout prix. Au plan économique, la route réalisée selon ce tracé, au lieu d'être un véhicule de prospérité pour la ville et la région, n'apportera rien car la ville est en train de se développer aux antipodes du tracé projeté».

Plus loin, les rédacteurs de ce cri du cœur soulignent que «l'espoir de la population est de voir ce tracé abandonné et les sites naturels, historiques et culturels d'El-Kantara préservés et valorisés, en particulier ceux classés et mis sous la protection de l'Etat au profit d'un tracé qui passerait au sud d'El-Kantara et qui traverserait la montagne à l'est des Gorges moyennant le creusement d'un

tunnel au lieu dit El-Khoucha, tracé qui s'inscrirait entièrement dans le développement naturel de la ville et valoriserait considérablement la région».

Connus pour leur sérénité légendaire, leur sagesse d'habitude imperturbable et leur sens aigu des responsabilités, les habitants d'El-Kantara, et par le biais de leurs représentants ne dissimulent plus leur accès de colère face à ce mépris des orientations des ministres de la République et intimement aux autorités concernées de «suspendre aussi bien les travaux de réalisation du doublement de la route jusqu'à ce qu'un tracé de la route qui répond aux critères que vous avez définis soit choisi de façon définitive que la campagne de recensement des propriétaires qui feraient l'objet d'expropriation dans le cadre de la réalisation du doublement de la route selon le tracé actuel».

La mobilisation s'intensifie autour de cette feuille de route en

espérant qu'un sursaut d'honneur ferait revenir de leur entêtement les responsables du secteur des travaux publics et particulièrement le wali de Biskra qui semble plus que jamais déterminé à faire aboutir le projet dans son tracé initial, mettant ainsi devant le fait accompli l'ensemble des concernés notamment la ministre de la Culture qui a exprimé fermement sa volonté de préserver ce site enchanteur.

Belkacem Bellil

TIARET 107 millions de dinars pour l'aménagement de la zone d'activité à Ksar Chellala

Une enveloppe de 107 millions de dinars a été dégagée pour l'aménagement de la zone d'activité à Ksar Chellala, dans la wilaya de Tiaret, qui s'étend sur une superficie de 40 ha. Celle-ci devrait permettre à plus d'une centaine d'investisseurs de créer leurs propres projets, au titre de la commission de wilaya Calpiref.

Selon le directeur de la petite et moyenne entreprise, pas moins de 41 dossiers ont été jusque-là déposés dont une dizaine a été accordée après étude approfondie, pour la création d'unités de production destinées au recyclage de plastique et de papier, alors que d'autres postulants ont opté pour la mise en place d'une station de contrôle technique de véhicules.

Parallèlement, l'on saura que la daïra de Ksar Chellala qui compte aussi les communes de Serguine et Z'malet El Emir, a bénéficié de 23 opérations de développement ciblant les secteurs de l'hydraulique, l'habitat, l'éducation, la jeunesse, les travaux publics, la santé et la formation professionnelle.

Mourad Benameur

LA CULTURE DE LA FRAISE À JIJEL

Une fête et des potentialités à valoriser

La Chambre d'agriculture de la wilaya de Jijel a organisé jeudi dernier, en coordination avec la Direction des services agricoles, la fête de la fraise avec la participation de plusieurs exploitants agricoles.

Cette manifestation économique inaugurée par le wali de Jijel, en présence du président de la Chambre nationale de l'agriculture, a vu la participation de 35 producteurs de

fraise et 18 pâtisseries. Il convient de signaler que la wilaya de Jijel recèle d'importantes potentialités pour le développement et l'intensification de la culture de la fraise. L'introduction de cette culture intensive dans la wilaya a débuté en 2001, avec des superficies modestes de 4 hectares.

Ensuite les agriculteurs se sont rendu compte de la plus-value générée par cette culture, et progressivement, la culture intensi-

ve de la fraise a connu une croissance remarquable en terme de superficie qui est passée de 159,01 hectares en 2012, à 175 hectares en 2013, avec une production estimée à 52 450 quintaux.

Une production qui place la wilaya de Jijel en première position sur l'échelle nationale devançant ainsi sa rivale, en l'occurrence la wilaya de Skikda.

Bouhali Mohamed-Chérif

MOSTAGANEM

Les «seyyaras» seront affectés à l'ex-SONITEX

Occupées depuis un bon bout de temps du matin au soir par les commerçants informels, la rue de Lyon et les ruelles avoisinantes prendront, ces jours-ci, un autre visage à la faveur d'une autre opération de recasement qui s'inscrit dans le cadre du programme de lutte contre le commerce informel.

Outre les autres activités commerciales, désormais, les bijoutiers qui se livraient, jusque-là, à leur activité en plein air en squattant les trottoirs de la place Thiers et les ruelles adjacentes, seront domiciliés au

niveau du garage qui abritait l'ancien atelier de confection de la défunte Sonitex, au centre-ville à proximité de l'agence commerciale d'Algérie Télécom. Ils y seront installés en vertu d'arrêtés municipaux en cours

d'établissement, par l'autorité communale compétente. Ces bijoutiers n'ont pas de boutique, ils se contentent d'un présentoir en bois avec vitrine ne dépassant pas un mètre sur 60 cm de large dans lequel est entassée toute une collection de bijoux et où l'or cassé est acheté à 4 000 DA le gramme.

Il convient de savoir qu'à l'instar des autres grandes villes d'Algérie, l'activité de la bijoute-

rie en étal a toujours été pratiquée, mais en vertu de formalités réglementaires strictes.

Cette catégorie d'orfèvres ambulants est également assujettie à la détention d'un registre du commerce et d'un arrêté municipal pour l'exercice de la profession. Tout comme elle est soumise au contrôle de la garantie qui exige le poinçonnage des produits aurifères.

A. B.